

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**












---

**Accord-cadre de missions de sécurité des ouvrages  
hydraulique au sein de la Direction Territoriale de  
Strasbourg**

---

**VOIES NAVIGABLES DE FRANCE**  
4 quai de Paris  
CS-30 367  
67010 STRASBOURG CEDEX

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Accord-cadre de missions de sécurité des ouvrages hydraulique au sein de la Direction Territoriale de Strasbourg
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre
	<b>Nombre de lots</b>	5
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par lot
	<b>Reconduction</b>	Avec
	<b>Prix</b>	Prix forfaitaires et prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Avec

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Décomposition du contrat .....	4
1.3 - Type d'accord-cadre .....	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	4
1.5 - Exclusions à l'appréciation de l'acheteur .....	4
1.6 Agrément d'organismes intervenant pour la sécurité des ouvrages hydrauliques (SOH).....	5
2 - Pièces contractuelles.....	6
3 - Missions.....	6
4 - Durée et délais d'exécution .....	8
4.1 - Durée du contrat .....	8
4.2 - Reconduction .....	8
5 - Prix .....	8
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	8
5.2 - Modalités de variation des prix.....	8
6 - Garanties Financières .....	9
7 - Avance .....	9
7.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	9
7.2 - Garanties financières de l'avance .....	10
8 - Modalités de règlement des comptes .....	10
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	10
8.2 - Présentation des demandes de paiement.....	10
8.3 - Délai global de paiement.....	11
8.4 - Paiement des cotraitants.....	11
8.5 - Paiement des sous-traitants.....	11
9 - Conditions d'exécution des prestations .....	11
9.1 - Présentation des livrables .....	11
9.2 - Modifications techniques.....	20
9.3 - Arrêt de l'exécution des prestations .....	20
9.4 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés .....	20
10 - Développement durable .....	21
11 - Constatation de l'exécution des prestations .....	21
11.1 - Vérifications .....	21
11.2 - Décision après vérification .....	21
12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	21
13 - Pénalités.....	22
13.1 - Pénalités de retard.....	22
13.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	22
13.3 - Autres pénalités spécifiques .....	22
14 - Assurances.....	22
15 – Clause de réexamen.....	22
16 - Résiliation du contrat .....	23
16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	23
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	24
17 - Règlement des litiges et langues .....	24
18 – Clause complémentaire .....	24
19 - Dérogations .....	24

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :  
Accord-cadre de missions de sécurité des ouvrages hydraulique au sein de la Direction Territoriale de Strasbourg

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

## 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 5 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	barrages latéraux de classe C
02	barrages réservoirs lorrains
03	ouvrages écrêteurs de l'axe rhénan
04	biefs et écluse de l'axe rhénan
05	barrage de Champagney

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

## 1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

## 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.
- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- le montant du bon de commande ;

La durée maximale d'exécution des bons de commande est de 3 mois.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

## 1.5 - Exclusions à l'appréciation de l'acheteur

Afin de préserver la déontologie du présent marché, le titulaire et le pouvoir adjudicateur veillent à faire cesser ou à prévenir les situations de conflit d'intérêts dans laquelle ils se trouvent ou pourraient se trouver. Au sens

de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, « constitue un conflit d'intérêts toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction ». Ceci s'applique notamment en cas de changement au sein des équipes projet dédiées au marché en cours dont les candidatures n'ont pas pu faire l'objet de vérification préalable.

Lorsque l'existence d'un conflit d'intérêts a été établie en cours d'exécution, le pouvoir adjudicateur ou le titulaire veille à ce que la personne concernée(s) (possibilité de proposer une déclaration sur l'honneur de conflit d'intérêts précisant la nature du conflit) cesse toutes ses activités en rapport avec le marché.

## **1.6 Agrément d'organismes intervenant pour la sécurité des ouvrages hydrauliques (SOH)**

Conformément à l'article 5.1 du règlement de la consultation, les titulaires des lots doivent disposer des agréments suivants :

Pour les lots 1, 2 et 3 du présent marché : Etre titulaire d'un agrément d'organismes intervenant pour la sécurité des ouvrages hydrauliques (SOH) pour les digues et barrages de classe C au titre du code de l'environnement - études, diagnostics, auscultation, visite technique et suivi des travaux.
Pour le lot 4 du présent marché : Etre titulaire d'un agrément d'organismes intervenant pour la sécurité des ouvrages hydrauliques (SOH) pour les digues et barrages de classe B au titre du code de l'environnement - études, diagnostics, auscultation, visite technique et suivi des travaux.
Pour le lot 5 du présent marché : Etre titulaire d'un agrément d'organismes intervenant pour la sécurité des ouvrages hydrauliques (SOH) pour les digues et barrages de classe A au titre du code de l'environnement - études, diagnostics, auscultation, visite technique et suivi des travaux.

L'agrément cité ci-dessus devra être à jour lors de la remise de l'offre.

A noter qu'il sera vérifié que l'agrément reste valable pendant l'exécution du marché. En cas de perte de l'agrément durant l'exécution du présent marché, le titulaire sera mis en demeure d'obtenir l'accreditation, pouvant conduire le cas échéant à la résiliation du marché. Celui-ci devra également présenter les solutions envisageables pour palier à cette perte d'agrément (sous-traitance ...).

## 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF)
- Un mémoire technique des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise.

## 3 - Missions

Le détail des missions est le suivant :

Lot(s)	Mission(s)	Désignation
01	Mission 1	Mission 1 - Visite technique approfondie
01	Mission 2	Mission 2 - Rapport de surveillance
01	Mission 3	Mission 3 - Opportunité et dimensionnement d'un dispositif d'auscultation
01	Mission 4	Mission 4 - Rapport d'auscultation
01	Mission 5	Mission 5 - Diagnostic EISH
01	Mission 6	Mission 6 - Avis technique post désordre ou pré-travaux divers
01	Mission 7	Mission 7 - Accompagnement visite et inspection SCSOH
01	Mission 8	Mission 8 - Assistance réponse au rapport d'inspection
01	Mission 9	Mission 9 - Auscultation de niveau 2
02	Mission 1	Mission 1 - Visite technique approfondie
02	Mission 2	Mission 2 - Rapport de surveillance
02	Mission 3	Mission 3 - Opportunité et dimensionnement d'un dispositif d'auscultation
02	Mission 4	Mission 4 - Rapport d'auscultation
02	Mission 5	Mission 5 - Diagnostic EISH
02	Mission 6	Mission 6 - Avis technique post désordre ou pré-travaux divers
02	Mission 7	Mission 7 - Accompagnement visite et inspection SCSOH
02	Mission 8	Mission 8 - Assistance réponse au rapport d'inspection
02	Mission 9	Mission 9 - Auscultation de niveau 2
03	Mission 1	Mission 1 - Visite technique approfondie
03	Mission 2	Mission 2 - Rapport de surveillance
03	Mission 3	Mission 3 - Opportunité et dimensionnement d'un dispositif d'auscultation
03	Mission 4	Mission 4 - Rapport d'auscultation
03	Mission 5	Mission 5 - Diagnostic EISH
03	Mission 6	Mission 6 - Avis technique post désordre ou pré-travaux divers
03	Mission 7	Mission 7 - Accompagnement visite et inspection SCSOH
03	Mission 8	Mission 8 - Assistance réponse au rapport d'inspection
03	Mission 9	Mission 9 - Auscultation de niveau 2
04	Mission 1	Mission 1 - Visite technique approfondie
04	Mission 2	Mission 2 - Rapport de surveillance
04	Mission 3	Mission 3 - Opportunité et dimensionnement d'un dispositif d'auscultation
04	Mission 4	Mission 4 - Rapport d'auscultation

04	Mission 5	Mission 5 - Diagnostic EISH
04	Mission 6	Mission 6 - Avis technique post désordre ou pré-travaux divers
04	Mission 7	Mission 7 - Accompagnement visite et inspection SCSOH
04	Mission 8	Mission 8 - Assistance réponse au rapport d'inspection
04	Mission 9	Mission 9 - Visite post-événement (crue, séisme, etc)
05	Mission 1	Mission 1 - Visite technique approfondie
05	Mission 2	Mission 2 - Rapport de surveillance
05	Mission 3	Mission 3 - Opportunité et dimensionnement d'un dispositif d'auscultation
05	Mission 4	Mission 4 - Rapport d'auscultation
05	Mission 5	Mission 5 - Diagnostic EISH
05	Mission 6	Mission 6 - Avis technique post désordre ou pré-travaux divers
05	Mission 7	Mission 7 - Accompagnement visite et inspection SCSOH
05	Mission 8	Mission 8 - Assistance réponse au rapport d'inspection
05	Mission 9	Mission 9 - Auscultation de niveau 2
05	Mission 10	Mission 10 - Assistance lors d'événements exceptionnels

## 4 - Durée et délais d'exécution

### 4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'accord-cadre pour chacun des lots sera notifié à compter du 1er janvier 2026.

Le début d'exécution se fera comme suit :

- Pour les lots 1, 2 et 3 débuteront le 1er janvier 2026.
- Pour le lot 4 débutera le 29 novembre 2026.
- Pour le lot 5 débutera le 14 avril 2026.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

L'ensemble des lots toutes reconductions confondues se termineront au 31 décembre 2030.

### 4.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Le montant maximum non-consommé sur une période est reportée sur la ou les périodes suivantes dans la limite du montant maximum total du lot.

## 5 - Prix

### 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

### 5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres, ou de la remise des offres finales (en cas de négociation) ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient  $C_n$  donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules
01	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (ING (n) / ING (o))$
02	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (ING (n) / ING (o))$
03	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (ING (n) / ING (o))$
04	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (ING (n) / ING (o))$
05	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (ING (n) / ING (o))$



selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
01	ING	Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010
02	ING	Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010
03	ING	Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010
04	ING	Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010
05	ING	Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010

## 6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Prestations Intellectuelles.

### 7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 10,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

## **7.2 - Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

# **8 - Modalités de règlement des comptes**

## **8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

Le montant de chaque acompte relatif à la mission considérée sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

## **8.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du code de commerce.

### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) :

**13001779101362**

- Code service : 71

Facturation électronique via Chorus Pro. La Direction Territoriale de Strasbourg de VNF est identifiée par: un numéro SIRET "13001779101362" + un code service "71" + l'année en cours + le numéro d'engagement juridique (EJ) communiqué ou indiqué sur le bon de commande.

### **8.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **8.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

### **8.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## **9 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

#### Adresse d'exécution :

VNF Direction Territoriale Strasbourg

Les prestations seront à exécuter sur l'ensemble du Territoire de la Direction Territoriale de Strasbourg conformément aux précisions du CCTP.

#### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI. La notification se fait soit par recommandé électronique via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) avec accusé de réception, soit par lettre recommandée avec avis de réception postal, soit en mains propres, soit par mail avec accusé de réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures.

### **9.1 - Présentation des livrables**

Les livrables sont remis dans les conditions suivantes :

Lots		Missions		Rendus / livrables		Délais
N°	Désignation	N°	Désignation	Type	Format	
1	Barrages latéraux de classe C	1	Visite technique approfondie	Rapport autoportant et documenté de la VTA avec entre autres : - analyse des éventuels désordres constatés (origines possibles, conséquences,...) - recommandations et préconisations de mesures correctives, - suites à donner (surveillance, entretien, auscultation,...)	PDF + Word	- Délai de la mission : maximum 6 mois à compter de la réception du bon de commande - Rapport provisoire sous 45j après la visite - Livrable définitif sous 15j après réunion de synthèse
		2	Rapport de surveillance	Rapport autoportant établi en application de l'article R. 214-122 du code de l'environnement	PDF + Word	- Délai de la mission : 3 mois à compter de la réception du bon de commande - Rapport provisoire sous 1 mois à compter de la réception du bon de commande - Livrable définitif sous 15j après prise en compte des observations du commanditaire
		3	Opportunité et dimensionnement d'un dispositif d'auscultation	- Rapport d'opportunité quant à la mise en œuvre ou à la révision d'un dispositif d'auscultation (analyse du besoin, proposition d'un ou plusieurs scénarios, qualification et quantification du matériel, note technique de mise en œuvre du ou des dispositifs proposés...) - Chiffrage du ou des dispositifs (mise en place, fonctionnement...)	PDF + Word	- Délai de la mission : 3 mois maximum à compter de la réception du bon de commande - Rapport d'analyse provisoire sous 1 mois - Livrable définitif sous 15j après prise en compte des observations du commanditaire

		4	Rapport d'auscultation	Rapport autoportant dont le contenu sera conforme à l'arrêté du 08 août 2022 et notamment les attendus figurant à l'article 8	PDF + Word	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Délai de la mission : 3 mois maximum à compter de la réception du bon de commande et/ou de la transmission des données d'auscultation</li> <li>- Rapport provisoire sous 1 mois</li> <li>- Livrable définitif sous 15j après réunion de synthèse</li> </ul>
		5	Diagnostic EISH	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une note de proposition de solutions techniques temporaires</li> <li>- Rapport diagnostic incluant une synthèse et une analyse des données, une étude de stabilité (si nécessaire), et la proposition de solutions techniques définitives</li> </ul> <p>En cas de recours à des études topographiques et/ou géotechniques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réalisation d'un programme d'investigation chiffré</li> <li>- Assistance à la rédaction de toutes pièces administratives nécessaires</li> </ul>	PDF + Word	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Visite de l'ouvrage où s'est produit l'EISH sous 48 heures à compter de la notification du BC, avec prescriptions de mesures conservatoires si nécessaires</li> <li>- Proposition de confortement temporaire sous 7 jours à compter de la notification du BC</li> <li>- Production du rapport diagnostic sous 45 jours maximum à compter de la date précisée dans le bon de commande ou à défaut à compter de la notification du BC</li> <li>- Si besoin, établissement d'un programme d'investigation sous 15 jours</li> </ul>

		6	Avis technique post désordre ou pré-travaux divers	Avis technique comprenant : - Synthèse et analyse des données existantes - Formalisation de recommandations techniques	PDF + Word	- Production de l'avis technique sous 7 jours ouvrables à compter de la notification du BC
		7	Accompagnement visite et inspection SCSOH	- Présence à la visite et à l'inspection d'un ouvrage classé - Présentation des rapports, des études, échanges avec le service en charge du contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques	PDF, PPT, tout autre support de présentation	BC édité au plus tard 15 jours avant la date de visite d'inspection
		8	Assistance réponse au rapport d'inspection	Assistance du commanditaire pour répondre aux sollicitations du service en charge du contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques suite au rapport d'inspection	S/O	15 jours maximum à compter de la date de réception du BC
		9	Auscultation de niveau 2	Après relevé des systèmes d'auscultation : - Production d'un rapport d'analyse conclusif quant à la stabilité de l'ouvrage, incluant une interprétation des mesures - Réalisation ou mise à jour le modèle statistique de comportement du barrage - Assistance à l'exploitant de l'ouvrage pour le contrôle et l'exploitation de l'ouvrage	PDF + Word	- Rapport d'analyse : dans le mois suivant la mise à disposition des données  - Réalisation/mise à jour du modèle de comportement de l'ouvrage : dans le mois suivant la mise à disposition des données

2	Barrages réservoirs lorrains	1	Visite technique approfondie	cf lot 1	cf lot 1	cf lot 1
		2	Rapport de surveillance	cf lot 1	cf lot 1	cf lot 1
		3	Opportunité et dimensionn ement d'un dispositif d'auscultati on	cf lot 1	cf lot 1	cf lot 1
		4	Rapport d'auscultati on	cf lot 1	cf lot 1	cf lot 1
		5	Diagnostic EISH	cf lot 1	cf lot 1	cf lot 1
		6	Avis technique post désordre ou pré-travaux divers	cf lot 1	cf lot 1	cf lot 1
		7	Accompagn ement visite et inspection SCSOH	cf lot 1	cf lot 1	cf lot 1
		8	Assistance réponse au rapport d'inspection	cf lot 1	cf lot 1	cf lot 1
		9	Auscultation de niveau 2	cf lot 1	cf lot 1	cf lot 1

3	Ouvrages écreteurs de l'axe rhéan	1	Visite technique approfondie	cf lot 1	cf lot 1	cf lot 1
		2	Rapport de surveillance	cf lot 1	cf lot 1	cf lot 1
		3	Opportunité et dimensionnement d'un dispositif d'auscultation	cf lot 1	cf lot 1	cf lot 1
		4	Rapport d'auscultation	cf lot 1	cf lot 1	cf lot 1
		5	Diagnostic EISH	cf lot 1	cf lot 1	cf lot 1
		6	Avis technique post désordre ou pré-travaux divers	cf lot 1	cf lot 1	cf lot 1
		7	Accompagnement visite et inspection SCSOH	cf lot 1	cf lot 1	cf lot 1
		8	Assistance réponse au rapport d'inspection	cf lot 1	cf lot 1	cf lot 1



		9	Auscultation de niveau 2	cf lot 1	cf lot 1	cf lot 1
4	Biefs et écluses de l'axe rhéan	1	Visite technique approfondie	cf lot 1	cf lot 1	cf lot 1
		2	Rapport de surveillance	cf lot 1	cf lot 1	cf lot 1
		3	Opportunité et dimensionnement d'un dispositif d'auscultation	cf lot 1	cf lot 1	cf lot 1
		4	Rapport d'auscultation	cf lot 1	cf lot 1	cf lot 1
		5	Diagnostic EISH	cf lot 1	cf lot 1	cf lot 1
		6	Avis technique post désordre ou pré-travaux divers	cf lot 1	cf lot 1	cf lot 1
		7	Accompagnement visite et inspection SCSOH	cf lot 1	cf lot 1	cf lot 1
		8	Assistance réponse au	cf lot 1	cf lot 1	cf lot 1

			rapport d'inspection			
		9	Visite post-événement	- examen visuel suite à l'évènement (crue, séisme...) - rapport de surveillance incluant l'analyse des données d'auscultation	PDF + Word	- intervention pour examen visuel : 48h - analyse des données d'auscultation : dans la semaine suivant l'évènement - rapport de surveillance : sous 1 mois après la survenue de l'évènement
5	Barrage réservoir de Champagne y	1	Visite technique approfondie	cf lot 1	cf lot 1	cf lot 1
		2	Rapport de surveillance	cf lot 1	cf lot 1	cf lot 1
		3	Opportunité et dimensionnement d'un dispositif d'auscultation	cf lot 1	cf lot 1	cf lot 1
		4	Rapport d'auscultation	cf lot 1	cf lot 1	cf lot 1
		5	Diagnostic EISH	cf lot 1	cf lot 1	cf lot 1
		6	Avis technique post	cf lot 1	cf lot 1	cf lot 1

			désordre ou pré-travaux divers			
		7	Accompagnement visite et inspection SCSOH	cf lot 1	cf lot 1	cf lot 1
		8	Assistance réponse au rapport d'inspection	cf lot 1	cf lot 1	cf lot 1
		9	Auscultation de niveau 2	cf lot 1	cf lot 1	cf lot 1
		10	Assistance lors d'événements exceptionnels	En fonction de la survenue des défaillances et événements exceptionnels sur l'ouvrage	Format à définir en fonction du type d'assistance demandée (dépendant du type d'évènement)	Intervention dans les 24h 7j/7

## **9.2 - Modifications techniques**

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

## **9.3 - Arrêt de l'exécution des prestations**

En application de l'article 22 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCAP.

## **9.4 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés**

### **9.4.1. Intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au représentant du pouvoir adjudicateur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au représentant du pouvoir adjudicateur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

### **9.4.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales**

#### **a/ Désignation d'un représentant du titulaire**

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

#### **b/ Documents à produire**

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au représentant du pouvoir adjudicateur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :

les salariés détachés par ses soins,

les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,

ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.

- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le représentant du pouvoir adjudicateur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

#### **c/ Obligation d'affichage**

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le représentant du pouvoir adjudicateur de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité de 50 € par jour jusqu'à la mise en place de cet affichage.

## **10 - Développement durable**

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Les candidats sont invités à présenter les moyens mis en œuvre à caractère environnemental. Ceux-ci seront appréciés dans les critères de notation.

Le titulaire a une obligation de moyens pour s'assurer que sa prestation ne dégrade pas la qualité environnementale des sites d'intervention et ses abords.

Avant tout début d'exécution, le titulaire informera l'ensemble de ses agents par le biais d'un écrit, dont il transmettra une copie au maître d'ouvrage, sur l'ensemble des règles et gestes applicable sur site pour limiter les risques de dégradation de l'environnement.

## **11 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **11.1 - Vérifications**

Les vérifications seront effectuées dans un délai de 2 mois à compter de la date de livraison, conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-PI.

### **11.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

## **12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Conformément à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

## 13 - Pénalités

### 13.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 300,00 €.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 35% du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### 13.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité forfaitaire de 500,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 13.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Perte de l'agrément SOH	Forfaitaire	500 €	en cas de perte de son agrément SOH le titulaire sera redevable d'une pénalité d'un montant forfaitaire de 500€ après mise en demeure
Retard remise de l'écrit sur l'ensemble des règles et gestes applicable sur site pour limiter les risques de dégradation de l'environnement	Forfaitaire	500 €	En cas de non remise de l'écrit avant le début de l'exécution

## 14 - Assurances

Tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier qu'il est titulaire des contrats d'assurances dans les conditions suivantes :

Par dérogation aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, avant la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Il doit donc contracter : - Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

## 15 – Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire. Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

Lorsque 85 % du montant maximum HT d'une période de reconduction d'un lot de l'accord-cadre a été atteint, l'acheteur en informe le/les titulaires.

Dans un délai de 15 jours calendaires à compter de ce signalement, les parties échangent sur la possibilité de modifier à la hausse le montant maximum du lot de l'accord-cadre concerné dans la limite de 50% du montant maximum toute reconduction comprise.

En cas d'accord entre les parties en vue d'augmenter le maximum de l'accord-cadre, l'acheteur transmet au/ aux titulaire(s) un projet d'avenant pour signature.

Le maximum modifié du lot n'est applicable qu'après notification par l'acheteur de l'avenant signé au(x) titulaire(s).

## **16 - Résiliation du contrat**

### **16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre**

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

Par ailleurs, la décision de résilier l'accord-cadre peut être prise par la directrice générale de VNF ou toute autre personne en capacité de le faire, lorsque le titulaire n'a pas déféré à sa mise en demeure dans un délai

de quinze (15) jours, dans les cas mentionnés au CCAG en dehors des hypothèses où la mise en demeure n'est pas nécessaire. Il n'est alors pas payé d'indemnité.

## **16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **17 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Strasbourg est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **18 – Clause complémentaire**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à d'autres opérateurs économiques que les titulaires de l'accord-cadre pour des besoins occasionnels couverts par le présent accord-cadre pour tout projet demandant une technicité particulière pour autant que le montant maximum de l'ensemble de ces besoins soit strictement inférieur à la somme de 20 000€ HT sur l'ensemble des lots.

## **19 - Dérogations**

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- Les articles 13.1, 13.2 et 13.3 du CCAP dérogent à l'article 14.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 9 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG - Prestations Intellectuelles